



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le **26 JUIL. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM France SAS

Rue Charles Marie Ravel
ZI St-Martin-sur-le-Pré
51520 Saint-Martin-sur-le-Pré

Références : D2 2024-532
Code AIOT : 0005703131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement FM France SAS implanté Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre des travaux d'un bâtiment dédié à une activité de messagerie, sur le site existant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France SAS
- Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré
- Code AIOT : 0005703131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France exploite une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Saint-Martin-sur-le-Pré, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2011.A.63.IC en date du 16 mai 2011 modifié, et classé « Seveso Seuil Haut » selon la nomenclature des installations classées pour la protection

de l'environnement (ICPE).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux pluviales non polluées	AP Complémentaire du 08/08/2023, article 9	Sans objet
2	Bâtiments et locaux	AP Complémentaire du 08/08/2023, article 12	Sans objet
3	Accès et circulation dans l'établissement	AP Complémentaire du 08/08/2023, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La zone de travaux est sécurisée, les accès sont identifiés et limités et permettent l'accès aux services de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales non polluées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2023, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales non polluées
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non polluées ne font pas l'objet d'un pré-traitement. En ce qui concerne les surfaces enherbées, les eaux pluviales s'infiltrent dans le sol, conformément au règlement de la zone d'activité. Les eaux pluviales des toitures sont dirigées soit vers des bassins d'infiltration, dimensionnés en fonction de la surface de toitures dépendante, soit vers le bassin de rétention étanche. Site 1 : Les eaux pluviales des toitures des cellules 4a et 4b sont dirigées vers le bassin de rétention étanche. Un bassin d'infiltration de 2 966 m ² et un bassin d'infiltration de 1 205 m ² récupèrent les eaux pluviales des autres toitures du Site 1. Site 2 : Un bassin d'infiltration de 1 928 m ² récupère les eaux pluviales de l'ensemble des toitures du Site 2.
Constats : Le bassin du "Site 2" était en cours de construction le jour de la visite d'inspection. Ses abords sont propres et sécurisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2023, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux
Prescription contrôlée : [...] Le Site 2 comporte un bâtiment composé de 3 cellules destinées à une activité de messagerie , de bureaux, de quais et de locaux techniques (dont une salle de charge), ainsi qu'une déchetterie. [...]
Constats : Le bâtiment destiné à l'activité de messagerie était en cours de construction lors de l'inspection. La phase de terrassement a débuté en juillet 2023 et la charpente a été mise en place à compter du mois de novembre 2023. Il a pu être parcouru, les 3 cellules prévues sont déjà identifiables, et le nombre de quais prévus est cohérent avec le dossier de demande d'autorisation environnemental. Sa livraison est annoncée pour le courant du mois de septembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2023, article 11
Thème(s) : Autre, Accès et circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : [...] Les accès aux Site 1 et Site 2 sont distincts. Sur chaque site, un accès est affecté aux poids-lourds, un autre est destiné aux véhicules légers en direction d'un parking qui leur est réservé. Le Site 1 est complété par un accès côté sud-est, aménagé et réservé aux services de secours. Un portail positionné entre le Site 1 et le Site 2 , permet un passage supplémentaire aux services de secours. Sur chacun des deux sites, une voie de circulation dessert le périmètre complet des bâtiments. Les voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. La circulation des poids-lourds s'effectue en sens unique depuis l'accès jusqu'au départ des produits. Les Site 1 et Site 2 sont efficacement clôturés (clôture résistante et renforcée pour prendre en compte les engagements de l'exploitant à l'égard des riverains) sur la totalité de leur périphérie respective. Ils sont par ailleurs protégés par un dispositif de détection anti-intrusion avec alarme centralisée. [...]
Constats : Les travaux sont en cours. Les accès aux Sites 1 et Site 2 sont d'ores et déjà distincts et identifiés. Le futur accès au Site 2 permet de rejoindre la zone de chantier de la messagerie ainsi que la base vie de chantier. La voie de circulation desservant le périmètre complet du bâtiment de messagerie ("Site 2") n'est pas finalisée (enrobés) mais déjà matérialisée et stabilisée. Les voies sont dégagées et permettent l'accès aux services de secours en cas de nécessité. Une clôture résistante et renforcée est positionnée sur le pourtour du site, y compris la zone en chantier. Un dispositif de détection anti-intrusion avec report d'alarme est mise en place autour de la zone de chantier.
Type de suites proposées : Sans suite

